

FC

COUR D'APPEL DE L'EST

\*\*\*\*\*

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFER  
DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE  
DE BERTOUA

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

\*\*\*\*\*

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE  
DU LOM ET DJEREM A BERTOUA

\*\*\*\*\*

DOSSIER N° 21/RG/2012

“AU NOM DU PEUPLE CAMEROUNAIS”

JUGEMENT N°17/CIV  
DU 04 SEPTEMBRE 2014

\*\*\*\*\*

--- Le Tribunal de Grande Instance du Lom et Djérem à Bertoua, jugeant en matière civile et commerciale, en son audience publique de vacation tenue au palais de justice de ladite ville, le jeudi quatre septembre deux mille quatorze et présidée par :

--- Madame **NOAH BELINGA Véronique** épouse **MVONGO NDE**, Président dudit Tribunal -----

-----PRESIDENT ;

--- Assisté de Maître **ONYONG ABANDA** ----- Greffier ;

AFFAIRE

DAME Veuve ONDOUA née  
MEWOLI Brigitte, AHANDA  
ATANGA Vincent de Paul,  
NGAMANGA Germaine  
Géraldine, ONDOA Olivier  
Patrick et la succession

ONDOA Olivier Janvier

COPIE  
EXPLI  
GAT  
3

A ETE RENDU LE JUGEMENT CI-APRES

PARQUET GENERAL BERTOUA  
ARRIVEE LE 16 SEPT 2021  
C/ INREGISTRE S/N° 2278

ENTRE

BICEC ET Maître NGUEPIE Simon Pierre.

\*\*\*\*\*

--- DAME Veuve ONDOA née MEWOLI Brigitte, AHANDA ATANGA Vincent de Paul, NGAMANGA Germaine Géraldine, ONDOA Olivier Patrick et la succession ONDOA Olivier Janvier, demandeurs, domiciliés à Bertoua, ayant pour conseil Maître TAWET née NGO DIYANI Julienne, Avocat au Barreau du Cameroun à Bertoua plaidant sur conclusions écrites ;

NATURE DU DIFFEREND

OPPOSITION A COMMANDEMENT AVEC  
ASSIGNATION EN NULLITE DE SAISIE  
IMMOBILIERE.

D'UNE PART

--- Et,

--- La Banque Internationale du Cameroun pour

1<sup>er</sup> Rôle

DECISION DU TRIBUNAL

(Lire dispositif)

NB

②

**l'Epargne et le Crédit (BICEC), Société Anonyme**  
pour siège social Douala BP : 1925 Douala, d fenderes.

--- **Maître NGUEPIE Simon Pierre**, Huissier de Justice  
près la Cour d'Appel de l'Est et les Tribunaux de Bertoua,  
défendeur, domicilié à Bertoua ;

### D'AUTRE PART

--- Sans que les présentes qualités puissent nuire ou  
préjudicier aux droits et intérêts respectifs des parties en  
cause mais au contraire sous les plus expresses réserves de  
fait et de droit ;

### POINT DES FAITS

--- Par acte de Maître MELINGUI Paul Marie, Huissier de  
justice à la 4<sup> me</sup> charge près les Tribunaux et la Cour  
d'Appel de l'Est   Bertoua en date du 13 août 2012 ,  
DAME Veuve ONDOA née MEWOLI Brigitte, AHANDA  
ATANGA Vincent de Paul, NGAMANGA Germaine  
Géraldine, ONDOA Olivier Patrick et la succession  
ONDOA Olivier Janvier, a fait donner assignation à la  
Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le  
Crédit (BICEC) d'avoir à se trouver et comparaître en  
personne le 06 septembre 2012 à 07 heures 30 minutes à  
l'audience et par devant le Tribunal de Grande Instance du  
Lom et Djérem   Bertoua, statuant en matière civile et  
commerciale et siégeant en la salle ordinaire de ses  
audiences sise au palais de justice de ladite ville ;

### POUR

--- Attendu qu'en date du 20 juillet 2012 à 08 h 24mn à  
requête de la BICEC, **Me NGUEPIE Simon Pierre**  
signifié un commandement aux fins de saisie im  
appartenant aux requérants lesquels ne

*NS*



concernés par le jugement n°829 rendu le 27/09/2007 par le Tribunal de Grande Instance du Mfoundi ;

--- Attendu que non seulement il y a erreur sur la qualité de la défenderesse qui n'est que cohéritière et administratrice des biens mais aussi le fait que la **Veuve ONDOA Née MEWOLI Brigitte** dans son contrat de mariage a opté pour la communauté des biens qui n'a pas encore été liquidée ;

--- Attendu que pire encore, ladite Veuve n'était même pas au courant de la transaction qui se passe sur les biens communs ;

#### PAR CES MOTIFS

--- Et tous autres à ajouter, suppléer ou déduire en cas de besoin ;

#### EN LA FORME

--- S'entendre déclarer l'action des requérantes recevable ;

#### AU FOND

--- S'entendre dire et juger que dans son commandement, l'Huissier a violé le principe de droit, en déclarant que cette saisie sera pratiquée sur l'immeuble qui n'a pas encore été liquidé ;

#### PAR CONSEQUENT

--- S'entendre ordonner la nullité du commandement aux fins de saisie immobilière signifié en date du 20/07/2012 par le Ministère de **Me NGUEPIE Simon Pierre** ;

--- S'entendre condamner la **BICEC** aux entiers dépens ;

--- Et je leur ai, à chacun remis et laissé copie du présent exploit dont le coût est de vingt mille francs Cfa ;

(e)

**Maître MELINGUI Paul Marie**

**Huissier de justice.**

**2<sup>ème</sup> Rôle**

NB

## SOUS TOUTES RESERVES

--- L'affaire régulièrement inscrite au rôle général a appelée pour la première fois à l'audience du 06 septembre 2012, puis renvoyée au 04 octobre 2012 pour mise en état du dossier ;

--- Advenue cette audience, l'affaire a été renvoyée au 1<sup>er</sup> novembre 2012, date à laquelle Maître TAWET Julienne, Avocat des demandeurs a produit les conclusions dont le dispositif est ainsi conçu ;

## PAR CES MOTIFS

--- Et tous autres à déduire, suppléer ou ajouter s'il y a lieu ;

--- Recevoir les concluants en leurs écritures et les y dire fondés ;

--- Constater que la succession de la caution a été ouverte et a abouti au jugement N°770 du 05 Novembre 2008 ;

--- Constater que les Dames veuves MEWOLI et BEBENI Jeanne sont usufruitières et les 19(dix-neuf) enfants cohéritiers du défunt ;

--- Constater que ladite succession reste d'ailleurs indivis et la communauté jamais liquidée ;

## EN CONSEQUENCE

--- Annuler le commandement aux fins de saisie immobilière servi le 20 juillet 2012 ;

Adjuger aux concluants l'entier bénéfice de leur acte d'assignation ;

--- Condamner en outre aux entiers dépens distraits au profit de Maître TAWET Julienne, Avocat aux offres de droits ;

(e)

Me TAWET née NGO DIYANI Julienne

AVOCAT

*nb*

--- Avenue celle-ci, l'affaire a été renvoyée au 06 décembre 2012, date à laquelle Maître TAWET Julienne, Avocat du demandeur a maintenu ses précédentes écritures ;

--- Advenue cette audience, l'affaire a été respectivement renvoyée aux : 03 janvier, 07 février, 07 mars, 04 avril, 02 mai, 06 juin, 04 juillet, 1<sup>er</sup> août et 05 septembre 2013 pour conclusions de la défenderesse ;

--- A l'audience du 07 novembre 2013, l'affaire a été renvoyée pour production des pièces par le demandeur justifiant le paiement par la BICEC ;

--- Après plusieurs renvois utiles, la cause a été mise en délibéré au 07 août 2014, délibéré prorogé au 04 septembre 2014, date à laquelle le Tribunal, vidant son délibéré par l'organe de son Président, a rendu le jugement dont la teneur suit ;

### LE TRIBUNAL

--- Vu les lois et règlements en vigueur notamment la loi n° 2006/015 du 29 décembre 2006 portant Organisation Judiciaire telle que modifiée et complétée par la loi N° 2011/027 du 14 décembre 2011 ;

--- Vu les pièces du dossier de la procédure ;

--- Oui les parties en leurs fins, moyens et conclusions ;

--- Après en avoir délibéré ;

--- Attendu que par exploit en date du 13 août 2012 de Maître MELINGUI Paul Marie, Huissier de justice à la 4<sup>ème</sup> charge près les Tribunaux et la Cour d'Appel de l'Est à Bertoua, dame Veuve ONDOUA née MEWOLI Brigitte, AHANDA ATANGA Vincent de Paul, NGAMANGA Germaine Géraldine, ONDOA Olivier Patrick et la succession ONDOA Olivier Janvier ont fait donner assignation à la BICEC et à Maître NGUPIE Simon Pierre, Huissier de Justice près la Cour d'Appel de l'Est et les

3<sup>ème</sup> Rôle

NB

0



Tribunaux de Bertoua, d'avoir à se trouver et con.  
le 05 septembre 2012 devant le Tribunal de C  
Instance de céans, statuant en matière civile  
commerciale ;

--- Attendu que dans l'acte d'opposition à commandement  
avec assignation, les requérants allèguent ne pas être  
concernés par le jugement n° 829 rendu le 27 septembre  
2007 par le Tribunal de Grande Instance du Mfoundi ;

--- Que selon veuve ONDOA, l'immeuble objet de la  
procédure de saisie immobilière est un bien de la  
communauté qui n'a pas encore été liquidée ; que de  
surcroît, elle ne fut pas informée par son feu époux du  
contrat conclu avec la BICEC portant sur un bien entrant  
dans le patrimoine commun ;

--- Qu'en vertu de tout ce qui précède, les demandeurs  
sollicitent du tribunal la nullité du commandement aux fins  
de saisie immobilière signifié le 20 juillet 2012 par Maître  
NGUEPIE Simon Pierre ; condamner la BICEC aux entiers  
dépens ;

--- Mais, attendu qu'aux termes des articles 05, 06, 07 et 39  
du code de procédure civile et commerciale , le Tribunal  
saisi par assignation ne peut déclarer l'action recevable que  
si le dossier de procédure est en état d'être jugé ;

--- Que dans le cas d'espèce, les demandeurs n'ont pu se  
conformer aux exigences légales sus-évoquées ; que  
l'original de l'exploit d'huissier faisant défaut, le Tribunal  
ne peut donner une suite légale dans cette affaire ;

--- Qu'il échet par conséquent de déclarer leur action  
irrecevable pour non production de l'original de  
l'assignation ;

--- Qu'il y a lieu de mettre les dépens à la charge des  
requérants ;

### **PAR CES MOTIFS**

--- Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des  
demandeurs, en matière civile, en premier ressort et après  
en avoir délibéré conformément à la loi ;

*NB*

**DEPENS**

ENREGISTREMENT-----	20 000 F
FRAIS OUVER DOS-----	3 500 F
TIMBRES-----	4 000 F
02 EXPEDITIONS POUR ENREGISTREMENT-----	2 000 F
02 EXPEDITIONS POUR NOTIFICATION-----	2 000 F
<b>TOTAL :</b>	<b>31 500 F</b>


--- Déclare l'action de Dame veuve ONDOA née MEWOLI Brigitte, AHANDA ATANGA Vincent De Paul, NGAMANGA Germaine Géraldine, ONDOA Olivier Janvier irrecevable pour défaut de l'original de l'assignation ;

--- Condamne les susnommés en outre aux dépens ;

--- Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique les mêmes jour, mois et an que dessus ;

Et ont signé sur la minute le Président et le Greffier approuvant \_\_\_\_\_ lignes et \_\_\_\_\_ mots rayés nuls ainsi que \_\_\_\_\_ renvois en marge bons.

**LE PRESIDENT**

**LE GREFFIER**  


SUIVENT LES SIGNATURES :  
ENSUITE SE TROUVE LA MENTION D'ENREGISTREMENT  
DONT LA TENEUR OUIT :  
ENREGISTRE A BERTOUA (ACTES JUDICIAIRES )  
LE 07-07-2021  
VOL 06 FOLIO ASS CASE/BO 87117  
RECU vingt quatre mille fro  
BEDE No \_\_\_\_\_ DU \_\_\_\_\_  
QUIT. No \_\_\_\_\_ DU \_\_\_\_\_

LE CHEF DE CENTRE DES IMPOTS  
POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME  
DELIVRE PAR \_\_\_\_\_ GREFFIER EN CHEF  
SOUS SIGNE./

LE 07 SEPT 2021



  
**Administrateur des Greffes**

